



Déclaration contre l'intervention militaire française au Mali

Nous condamnons la énième intervention militaire française en Afrique et particulièrement au Mali après la récente descente des raids militaires en Côte d'Ivoire et en Lybie en 2011, qui ont fait au passage des milliers de morts africains. Cette intervention au Mali ne peut pas être vue comme une action salvatrice mais plutôt analysée comme une action d'occupation du territoire malien, venant parachever l'occupation barbare des Djihadistes et offrir sur un plateau d'or un territoire en agonie en bafouant ainsi la souveraineté d'un pays indépendant.

L'incurie et la faiblesse militaire des pays voisins donnent à la France un rôle de maton et de gendarme qu'elle s'est toujours donnée en Afrique, notamment au Congo, en Centrafrique, au Niger, au Tchad, au Gabon et en Côte d'Ivoire.

L'actuel Président intérimaire du Mali Dioncounda Traoré n'a aucune légitimité constitutionnelle pour engager le pays dans un accord bilatéral comme le soutient le chef de l'Etat français François Hollande.

L'ordre juridique, c'est-à-dire la résolution 2085 de l'O.N.U, n'autorise pas une intervention française, l'éthique et la morale devraient plutôt pousser la France à s'abstenir de toutes interventions sur le territoire africain au regard de ses actions passées non encore réparées, notamment à Madagascar à plusieurs reprises, d'abord en 1896 avec les troupes de Gallieni qui ont commis un génocide sur la population Malgache, et en 1947 les troupes coloniales sur ordre du haut-commissaire Pierre de Chevigné font mitrailler plus d'une centaine de militants du MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) et les font emprisonner dans des wagons tout en expérimentant une nouvelle technique de guerre psychologique qui consiste à jeter vivants ces militants d'un avion pour terroriser les villageois de leur région. Au Cameroun en 1948 les mêmes méthodes sont utilisées avec pour la première fois la mise en pratique de la bombe au napalm pour réduire les indépendantistes de L'U.P.C (Union des Populations du Cameroun) au silence.

Par conséquent, il ne peut y avoir d'approbation d'aucune organisation politique, associative, et de tous les autres mouvements africains à l'action en cours au Mali. Il est important de souligner le calvaire, le traumatisme, les atrocités au quotidien, précisément les exécutions sommaires, bras et pieds coupés, les expropriations, les expulsions et le génocide d'Etat que vivent les Noirs en Mauritanie depuis 40 ans sans que cela ne fasse l'objet d'une intervention militaire de la France, de la communauté internationale et des Etats africains voisins.

Par ailleurs ces mouvements Djihadistes et Touaregs, soutenus hier dans leur action de sécession et d'occupation du Mali par la France, ont gagné en confiance et se sont donc autorisé à commettre les pires exactions, atrocités et destructions des joyaux historiques du patrimoine malien. Les troubles actuels au Mali sont la conséquence directe des aventures guerrières de la France en Lybie avec la dispersion des armes aux troupes Touaregs venus soutenir le colonel Kadhafi. La France doit faire face à ses erreurs stratégiques dans le Sahel.

Nous rappelons à la mémoire du peuple malien leur concours au peuple français pendant l'occupation allemande au cours des deux guerres mondiales au prix de leur sang pour la libération de la France.

Seule la résistance nationale libre de l'occupation comme l'atteste le passé glorieux du Mali avec le roi Sonni Ali qui a chassé les Touaregs qui avaient envahi Tombouctou en 1468 et la résistance héroïque de l'Askia Nuh lors de la guerre contre le Maroc 1593.

Fait le 18 janvier 2013 à Paris.

Thibeaud OBOU – Président de AFRICAINS DU MONDE.